

FOCUS

Entretien avec M. Peter Kristensen, spécialiste principal en environnement et chef d'équipe pour le programme de gestion des zones côtières de l'Afrique de l'Ouest (WACA), Banque mondiale



Peter Kristensen à la lagune côtière de Grand Popo, Bénin / Peter Kristensen at the Grand Popo lagoon, Benin

FOCUS

Interview with Mr. Peter Kristensen, Lead Environmental Specialist, and team leader for the West Africa Coastal Areas Program, the World Bank

Question 1 : WACA est un ambitieux programme, tant par la nature des investissements que par la zone géographique ciblée ; pouvez-vous revenir brièvement sur la gestation du programme au sein de la Banque mondiale, ses objectifs et les résultats attendus.

C'est vrai que le défi de développement est immense quand on y pense, et nous avons besoin d'un programme ambitieux comme réponse. Dans certaines régions, 20 mètres de côte sont perdus chaque année, principalement autour de grandes infrastructures côtières, et nous savons que les effets peuvent s'étendre sur 50 kilomètres en aval ; ce qui signifie en Afrique de l'Ouest, des répercussions d'un pays à un autre. La gestion des sédiments et des solutions n'est pas simple.

La côte ouest-africaine subit le stress du développement effréné des infrastructures côtières, de l'expansion des villes, de l'accroissement de la population et, dans de nombreux endroits, il y a une surexploitation des ressources naturelles. Le développement de l'Afrique est important et ne doit pas être ralenti. Mais nous constatons que la dégradation des côtes met en péril les moyens de subsistance des populations et de fait, les économies des pays sont également en danger. Selon une analyse de la Banque mondiale, la dégradation des côtes du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Togo a coûté 3,8 milliards de dollars en 2017, soit 5,3% du PIB combiné des quatre pays.

Le programme de gestion des zones côtières de l'Afrique de l'Ouest (WACA) avait été demandé par des pays comme le Bénin et le Togo au moment de la COP21. Il a été lancé en novembre 2018 pour atténuer les conséquences de l'érosion côtière, des inondations et de la pollution causées par l'activité humaine, l'élévation du niveau de la mer induite par le changement climatique et les ondes de tempête.

Question 1: WACA is an ambitious program, both by the magnitude of the challenge, and the investments needed; can you tell us how the program came about within the World Bank, its objectives and the expected results?

That is right, the development challenge is immense when you think of it, and we needed an ambitious program as response. In some areas 20 meters of coast are lost annually, mostly around large infrastructure on the coast, and we know that the effects can stretch 50 kilometer downstream, so in West Africa this means from one country to the next. Managing sediment and the solutions aren't straight forward.

West Africa's coast is under stress from rampant development of coastal infrastructure, city expansions, population increase, and in many places, there is an overuse of natural resources. Development of Africa is important and should not be slowed. But we find that coastal degradation put people's livelihoods are at risk, and in fact, the countries' economies are also at risk. According to an analysis of the World Bank, the degradation of the coast of Benin, Côte d'Ivoire, Senegal, and Togo cost \$3.8 billion in 2017, or 5.3% of the four countries' combined GDP.

The West Africa Coastal Areas (WACA) management program was requested by countries like Benin and Togo at the time of COP21. It was launched in November 2018 to mitigate the consequences of coastal erosion, flooding and pollution caused by human activity, climate change-induced sea-level rise and storm surges.

Il s'appuie sur les nombreuses initiatives existantes, notamment celles gérées par l'UEMOA et le CSE. Les efforts de création de l'Observatoire côtier ont été l'une des premières priorités car sans informations précises sur l'état du littoral, il est difficile de prendre des décisions. Par conséquent, nous sommes heureux que tant de partenaires se soient ralliés à l'Observatoire côtier de l'Afrique de l'Ouest. La vision du programme WACA est de créer un espace dynamique où les pays côtiers et les partenaires travailleront ensemble, partageront leurs connaissances, leur expertise et mobiliseront des fonds pour renforcer la résilience côtière à long terme qui soutient la prospérité et la durabilité. Le programme vise à atteindre ces objectifs dans un esprit de collaboration et de co-création, et son succès dépend de l'engagement et des contributions de tous les partenaires. Il s'appuie sur les institutions existantes et les engagements pris par les pays et les renforce.

Question 2 : Le programme WACA se déroule progressivement en Afrique de l'Ouest ; les attentes des pouvoirs publics et des populations pour la réduction des risques côtiers sont réelles. Qu'est ce qui préfigure la satisfaction de ces attentes et qu'est-ce qui vous semble indispensable à court et moyen termes pour y arriver ?

Je pense que l'une des choses essentielles à faire pour répondre aux attentes est d'engager le dialogue. Je comprends très bien que les attentes sont nombreuses et nous devons admettre que nous, à la Banque mondiale, ne pouvons pas toutes les satisfaire car elles vont bien au-delà de nos capacités. Par exemple, ce sont les pays qui décident de la façon de gérer leur environnement. Ce sont les villes qui décident où les gens sont autorisés à construire des maisons. Mais ce que nous pouvons faire, c'est soutenir les gouvernements et les responsables municipaux dans la création et le renforcement du dialogue autour des défis auxquels ils sont confrontés et mobiliser toute expertise technique si nécessaire. Des solutions peuvent être trouvées à court terme pour un site ou une ville en particulier et la Banque peut mobiliser des ressources à cet effet. Cependant, pour tous les problèmes à l'échelle du pays, il n'y a pas d'autre moyen pour les gouvernements que de poursuivre leurs efforts de gestion durable des zones côtières, y compris les décisions sur les utilisations des terres autorisées dans les différentes zones et planifier à l'avance ce qui est va se passer. Un engagement à long terme est nécessaire pour gérer les zones côtières. Pensez à l'exemple du littoral de la Côte d'Ivoire où, en 1975, il y avait 1,1 million de personnes et en 2014, 7,5 millions. La pression est implacable. Cela signifie que l'aménagement du territoire dans les zones côtières doit et devrait se faire dans le but de préserver des moyens de subsistance durables et un espace pour les infrastructures nécessaires à la croissance économique.

Question 3 : Pour le moment, la BM fournit un financement spécifique à six (06) pays mais la côte atlantique de l'Afrique de l'Ouest compte dix-sept (17) pays. Quels sont les plans pour aider les autres pays, en particulier ceux qui sont déjà parties prenantes de la MOLOA ?

Le programme WACA comprend deux éléments: les projets spécifiques d'investissement dans la résilience dans chaque pays, et une plateforme régionale de mise à l'échelle pour soutenir l'expansion à l'intérieur des pays et pour ajouter de nouveaux pays. Je suis heureux de constater que, sous la direction des pays, une intensification est en cours, facilitée par le marketplace (marché financier) du programme WACA. De nouveaux partenaires dont entre autres l'Espagne, la France, ONU-Habitat, le Fonds de développement nordique, l'OFID et le Maroc sont en train de s'engager avec les pays sur de nouveaux projets côtiers.

En termes de nouveaux pays, le Nigeria et le Ghana ont récemment demandé à faire partie du programme WACA, et le processus de planification multisectorielle est sur le point de commencer. Il existe également des projets en cours dans d'autres pays qui servent à intégrer les étapes préparatoires pour faire partie du programme WACA, et les services offerts pour accéder aux solutions et à l'expertise, ou à de nouveaux financements provenant de potentiels partenaires qui souhaitent intensifier leur soutien aux pays sous l'égide de WACA.

It builds on the many initiatives that were underway, including those managed by the WAEMU and the CSE. The efforts of establishing the Coastal Observatory was one of the first priorities because without accurate information on the state of the coast, it is difficult to make decisions. Therefore, we are happy that so many partners have now rallied behind the West Africa Coastal Observatory. The WACA Program's vision is to create a dynamic space where both coastal countries and partners will work together, share knowledge, expertise, and mobilize finance to build long-term coastal resilience that supports prosperity and sustainability. The Program aims to achieve these goals in the spirit of collaboration and co-creation, and its success is dependent upon the commitment and contributions of all partners. It builds on and empowers existing institutions and commitments countries have established.

Question 2: The WACA program is well underway in West Africa, and the expectations of public authorities and populations for the reduction of coastal risks are high. How do you meet these expectations, and what do you think essential in short and medium term to meet them?

I think that one of the key things to do to meet expectations is to engage in the dialogue. I understand very well that there are many expectations, and we have to admit that we at the World Bank can't meet them all because they go well beyond the abilities we have. For example, it is countries who make decisions about how to manage their environment. It is cities who make decisions of where people are allowed to build houses. But what we can do is to support the governments and city officials in creating and strengthening the dialogue around the challenges they are up against and mobilize any technical expertise if needed. Solutions may be found for a particular site or city in the short term and the Bank can provide resources to resolve the issue there. However, for all the issues country-wide, there is no other way than for governments to continue their efforts of manage the coastal areas in a sustainable manner, including decisions on what land uses are allowed in different areas, and plan ahead for what is going to come. A longterm commitment is needed to manage the coastal areas. Think of the example of Cote d'Ivoire's coast where in 1975 there were 1.1m people and in 2014 there were 7.5m. The pressure is relentless. This means that spatial planning in coastal areas must happen, and should happen with a view to preserve sustainable livelihoods and space for infrastructure needed for economic growth.

Question 3: Currently the WB provides specific financing for six (06) countries, but Western Africa includes seventeen (17) countries. What are the plans assisting the remaining countries, in particular those engaged with the West African Coastal Observation Mission?

The WACA Program includes two things: the specific resilience investment projects in each country, and a regional scale-up platform to support expansion within countries and to add new countries. I am happy to see that under countries' leadership there is a scale-up underway, which was facilitated by the WACA Program's Marketplace. New partners are committing new coastal project with countries, including Spain, France, UN-Habitat, Nordic Development Fund, OFID, and Morocco, among many others.

In terms of new countries, Nigeria and Ghana requested to become part of the WACA Program recently, and the multi-sector planning process is about to start. There are also projects underway in other countries that serve to integrate the preparatory stages for becoming part of the WACA program, and the services offered to access solutions and expertise, or new financing from the may partners which are keen to scale up their support to countries under the WACA umbrella.

Question 4 : Pour l'avenir, comment envisagez-vous un soutien durable du programme WACA à la résilience des populations et des économies côtières ?

Je pense que les pays doivent adopter trois concepts pour lesquels le programme WACA peut apporter un soutien.

Le premier concerne le développement durable de la zone côtière et est appelé l'économie bleue. Le terme fait référence au développement d'activités économiques océaniques menées de manière intégrée et durable. Il cible les opportunités de synergies potentielles et la gestion des compromis entre les industries pour mieux faire face aux menaces croissantes auxquelles sont actuellement confrontées les océans, et en particulier celles posées par le changement climatique.

Le second concerne la gestion de la pollution et la terrible habitude que le monde a prise avec les plastiques à usage unique. Je comprends que le plastique à usage unique n'est pas entièrement évitable, mais certainement, beaucoup de déchets pourraient être réduits et l'intégrité de notre écosystème sauvée, si nous empêchons les fuites de plastique dans l'environnement. Des progrès ont été réalisés en utilisant une approche d'économie circulaire par laquelle nous redéfinissons la façon dont nous utilisons nos ressources pour éviter la pollution, garder les produits et les matériaux en usage et régénérer les systèmes naturels.

Le troisième est la gestion des risques de catastrophe. Les catastrophes frappent le plus les pauvres et les plus vulnérables car elles n'ont pas les ressources nécessaires pour absorber les coûts sociaux et économiques qu'elles entraînent. Au cours des 15 dernières années, les pays ont fait des progrès dans la gestion des catastrophes, mais il est clair que davantage de travail préventif doit être effectué, des plans d'urgence doivent être en place pour protéger les personnes vulnérables et les enjeux économiques.

Le programme WACA et ses partenaires et mécanismes sont très désireux de soutenir les pays dans ces domaines. Avec les connaissances et les données de l'Observatoire côtier de l'Afrique de l'Ouest et le dialogue aux niveaux national et régional impliquant les décideurs, je suis convaincu que nous pouvons mobiliser les ressources nécessaires pour lutter contre l'érosion côtière, les inondations et la pollution en Afrique de l'Ouest ■

Question 4: Looking forward, how do you see the WACA Program provide sustained support to resilience to coastal people and economies?

There are three concepts that I believe countries need to embrace and for which the WACA Program can provide support.

The first relates to sustainable development of the coastal zone and is referred to as the Blue Economy. The term refers to the development of oceanic economic activities in an integrated and sustainable way. It is focused on capturing potential synergies and managing the trade-offs across industries to better address the growing threats now confronting oceans, and particularly those posed by climate change.

The second relates to pollution management, and the terrible habit the world has come to with single use plastics. I understand that single-use plastic is not entirely avoidable, but certainly, a lot of waste could be reduced, and integrity of our ecosystem saved if we prevent the leakage of plastics into the environment. Progress has been made using a circular economy approach whereby we redefine how we use our resources to avoid pollution, keep products and materials in use, and regenerate natural systems.

The third is Disaster Risk Management. Disasters hurt the poor and vulnerable the most because they do not have the resources to absorb the social and economic cost they entail. Over the past 15 years, countries have made progress in managing disasters, but clearly, more preventative work needs to happen, contingency plans must be in place to protect vulnerable people and economic assets.

The WACA Program and its partners and mechanisms are keen support countries in these areas. With knowledge and data from the West Africa Coastal Observatory, and the dialogue at national and regional levels engaging decision-makers, I am confident we can mobilize the resources needed to tackle coastal erosion, flooding, and pollution in Western Africa ■

HOMMAGE À

Mohamed Lamine KEITA, décédé le 05 mai 2020

Professeur Titulaire des Universités, Directeur de Recherche en Océanologie et Environnements Marin et Côtier, Directeur de l'École Doctorale au Centre de Recherche Scientifique de Conakry-Rogbane (CERESCOR), représentant de la République de Guinée dans le Comité Scientifique Régional du Programme Régional de Lutte contre l'Erosion Côtière (PRLEC) de l'UEMOA et de la MOLOA – Membre du Comité scientifique de la CONVENTION D'ABIDJAN.

Le Professeur KEITA était très actif au sein du comité scientifique régional de la MOLOA et a fait plusieurs contributions dans la rubrique « Article des correspondants » du bulletin de liaison de la MOLOA. Le réseau de la MOLOA s'incline pieusement devant sa mémoire ■

Que la terre lui soit légère.



TRIBUTE TO

Mohamed Lamine KEITA, who died on 05 May 2020

Titular Professor of Universities, Director of Research in Oceanology and Marine and Coastal Environment, Director of the Doctoral School at the Center for Scientific Research of Conakry-Rogbane (CERESCOR), representative of the Republic of Guinea in the Regional Scientific Committee of the Regional Program to fight Coastal Erosion (PRLEC) of WEAMU and WACOM - Member of the Scientific Committee of the Abidjan Convention.

Professor KEITA was very active in the MOLOA regional scientific committee and made several contributions in the «Article of our correspondents» section of the WACOM newsletter. The WACOM network bows devoutly to his memory ■

May the earth be light for him.